

Construire l'action collective à l'échelle des bassins versants pour réduire l'impact des produits phytosanitaires sur la qualité de l'eau : enseignements d'une démarche participative.

Building collective action at a watershed level to reduce the impact of phytosanitary products on water quality: lessons from a participatory approach.

Barreteau O.^{1*}, Seguin L.^{1*}, Abrami G.¹, Gouy-Boussada V.², Carluer N.², Armani G.²

¹ INRAE, UMR G-EAU, Université de Montpellier - laura.seguin@inrae.fr; olivier.barreteau@inrae.fr; geraldine.abrami@inrae.fr

² INRAE, UR RiverLy, Lyon - veronique.gouy@inrae.fr; nadia.carluer@inrae.fr; gilles.armani@gmail.com

* auteurs correspondants

RÉSUMÉ

L'enjeu de la pollution de l'eau par les produits phytosanitaires nécessite, en plus de l'action sur les pratiques individuelles, de mobiliser des leviers territoriaux et collectifs, tels que l'organisation des acteurs et filières du territoire, ou encore l'organisation spatiale des paysages agricoles à l'échelle des bassins versants. Il s'agit de penser l'action collective, entendue comme action menée par un groupe d'acteurs ayant identifié des intérêts partagés, permettant d'instaurer une gestion de la ressource en eau en tant que « bien commun ». Cette contribution porte sur les résultats d'une recherche-action proposant la mise en œuvre d'une démarche participative intégrant des acteurs de l'eau et du monde agricole de deux territoires dont les modes de production, qualifié d'intensifs, ont contribué à la dégradation de la qualité de l'eau (Beaujolais viticole et Monts du Lyonnais en polyculture-élevage). Par une démarche de modélisation d'accompagnement puis de simulation de scénarios d'évolution de leur bassin versant, nous montrons comment une compréhension partagée du système local peut émerger. Nous interrogeons ensuite la capacité de ce dispositif de dialogue à faire émerger des actions collectives et innovantes, au sein de groupes d'acteurs aux intérêts différents.

ABSTRACT

The challenge of water pollution by phytosanitary products requires, in addition to action on individual practices, to mobilise territorial and collective levers, such as the organization of agricultural sectors, or the spatial organization of agricultural landscapes at a watershed level. The challenge is to build collective action, understood as an action carried out by a group of local stakeholders who identify shared interests, in order to establish a common water resources management. This contribution focuses on the results of an action-research including the implementation of a participatory approach. Participatory processes involve water and agricultural actors of two territories whose production methods, described as intensive, contribute to water quality degradation: Beaujolais (wine production) and Monts du Lyonnais (mixed crop-livestock farming). Through companion modelling approach and simulation of scenarios of watershed evolution, we show how a shared understanding of the local system can emerge. Then, we question the capacity of this dialogue process to bring out collective and innovative actions, within groups of different stakeholders.

MOTS CLES

Pollutions agricoles, gestion de l'eau, action collective, dialogue territorial, modélisation participative.

INTRODUCTION

La réduction de la contamination des cours d'eaux par les produits phytosanitaires demeure un enjeu majeur, car même s'il existe des solutions, ces dernières ne sont pas aisément adoptées ni suffisamment coordonnées. Elle passe par un panel d'actions reposant à la fois sur l'adaptation des usages (réduction des quantités, de la toxicité, de la mobilité des substances) et sur la réduction des transferts (pratiques agricoles adaptées, aménagements paysagers tels que les haies, mares, fossés, bandes enherbées...). Mises en œuvre à l'échelle des exploitations agricoles, ces actions comportent néanmoins des limites, d'abord parce qu'elles ne peuvent avoir qu'un effet marginal sur le résultat collectif (la qualité de l'eau d'une rivière), et parce que l'effort d'un exploitant n'aura pas la même efficacité selon sa situation spatiale (distance à l'exutoire, qualité des sols...) et économique et sociale (caractéristiques des systèmes d'exploitation, capacité à se former, à prendre des risques...). Au-delà de leur efficacité, c'est aussi la question de la seule responsabilité des agriculteurs vis-à-vis de ces actions qui se pose, exacerbant un sentiment de mise en accusation souvent démobilisateur.

C'est pourquoi l'enjeu de la pollution de l'eau par les produits phytosanitaires nécessite, en plus de l'action sur les pratiques individuelles, de mobiliser des leviers territoriaux et collectifs, tels que l'organisation des acteurs et filières du territoire, ou encore l'organisation spatiale des paysages agricoles. Il s'agit de penser l'action collective, entendue comme action menée par un groupe d'acteurs ayant identifié des intérêts partagés (Marshall, 1998), permettant d'instaurer une gestion de la ressource en eau en tant que « bien commun ». Le besoin de développer des approches participatives et collaboratives a montré son importance pour favoriser l'émergence de solutions innovantes face à un problème commun (Reed, 2008). Nous les interrogeons ici du point de vue de leur capacité à faire émerger des actions collectives et innovantes, au sein de groupes d'acteurs aux intérêts différents. Face à l'enjeu de la qualité de l'eau, ces processus sont-ils à même de favoriser l'émergence d'actions collectives ?

1 UNE APPROCHE INTERDISCIPLINAIRE ET PARTICIPATIVE

La recherche-action SPIRIT-DIALECTIC vise à concevoir et mettre en œuvre un processus de dialogue sur deux bassins versants concernés par un enjeu de qualité de l'eau : le bassin de la Morcille dans le Beaujolais viticole, et le bassin de la Gimond dans les Monts du Lyonnais (polyculture-élevage). Il s'agit d'une recherche interdisciplinaire croisant la modélisation hydrologique spatialisée, la socio-anthropologie et des méthodes d'ingénierie de la concertation, notamment la modélisation d'accompagnement et le jeu de rôles. L'objectif est d'explorer la manière dont l'action collective peut se construire localement à travers un processus d'accompagnement des acteurs par la modélisation participative de leur territoire, puis par la simulation de changements au cours de sessions de jeu de rôles. Notre réflexion se base sur l'analyse des résultats des processus mis en place, à l'aide de nos observations et des entretiens individuels réalisés avant et après ces démarches avec les acteurs locaux impliqués.

Cette recherche ambitionne de relever le défi du dialogue entre acteurs porteurs d'intérêts divers et contradictoires, dialogue dont les conditions ne sont pas toujours réunies sur ce problème public controversé. Les processus mis en place ont réunis une diversité d'acteurs : agriculteurs, acteurs du conseil et de la filière agricole, gestionnaires de l'eau, aménageurs du territoire, associations environnementales, de pêche et de chasse.

2 RESULTATS ET DISCUSSION

2.1 Construction d'une compréhension et d'une vision partagée

Les ateliers de modélisation participative ont permis la construction d'une représentation partagée du territoire et de l'enjeu des pollutions de l'eau d'origine agricoles. Dans les premiers ateliers, les participants ont mis en commun leurs connaissances et perceptions des enjeux, des acteurs, des ressources naturelles, des interactions entre ces éléments et des dynamiques internes et externes au territoire (comme le changement climatique). Les simulations ont ensuite été l'occasion de construire une compréhension partagée du fonctionnement hydrologique du bassin versant et des relations entre pratiques agricoles et qualité de l'eau. La modélisation hydrologique a joué un rôle pédagogique, permettant de visualiser les impacts des décisions des joueurs (réduction de l'utilisation des phytosanitaires, changement d'occupation du sol, aménagement paysagers...) sur la qualité de l'eau de la rivière. Les explications des hydrologues au cours du jeu ont été un élément important de compréhension des dynamiques de transfert sur le bassin versant et de l'effet cumulatif des actions.

2.2 Un déséquilibre entre actions individuelles et collectives

Dans le jeu construit, les participants prenaient le rôle d'agriculteurs, de gestionnaires de bassin versant ou de conseillers technique agricoles, afin d'expérimenter virtuellement des scénarios d'évolution de pratiques et d'aménagement paysagers. Le jeu comportait des dynamiques hydrologiques, agro-économiques (les agriculteurs avaient des objectifs de rentabilité d'exploitation) et sociales (l'animation prévoyait des temps d'interactions entre les joueurs, une table centrale était prévue pour l'accueil de réunions collectives). Des dynamiques externes au système local comme des épisodes de météo humide ou la baisse du prix de vente des productions étaient également représentées et avaient des impacts sur les indicateurs agro-économiques.

Lors des simulations sur le territoire du Beaujolais, nous avons analysé l'ensemble des actions entreprises par les joueurs selon deux dimensions. La première les distingue selon leur caractère individuel ou collectif, en 3 catégories : les actions individuelles (décidées et menées par un joueur seul), les actions décidées et menées en bilatéral (impliquant des négociations entre 2 joueurs) et enfin les actions collectives (impliquant plus de 2 joueurs et décidées à l'issue d'une discussion collective). La deuxième dimension concerne leur caractère plus ou moins innovant, selon 3 niveaux : les actions déjà existantes sur le territoire, les actions existantes mais peu fréquentes / en cours d'émergence, les actions à potentiel mais pas encore expérimentées sur le territoire étudié.

À l'issue de l'expérimentation, il apparaît une prédominance des actions individuelles, et un faible niveau d'action collective. Le dispositif visait à permettre des conditions favorables à cette dernière, sans toutefois la forcer. Il prévoyait des configurations, des moyens, du temps, qui auraient pu être davantage dédiés à l'action collective, mais qui n'ont été que peu saisis par les participants. Mais au-delà du dispositif proposé, nous y voyons surtout un reflet du contexte local, à la fois social, politique et institutionnel, qui expliquerait les comportements des joueurs et les types d'interactions créées dans le cours de la simulation. Les entretiens individuels effectués après les ateliers montrent en effet que les participants se sont comportés dans la simulation « comme dans la réalité », en privilégiant des efforts à l'échelle de leur exploitation, des relations bilatérales avec les animateurs de territoire et conseillers, et quelques initiatives collectives qui demeurent rares et circonscrites à des communautés de pratiques et de valeurs. Un autre élément de compréhension de la prépondérance des actions individuelles réside dans leur caractère adaptatif, c'est-à-dire s'intégrant aux systèmes d'exploitation actuels sans les bouleverser, produisant des effets bénéfiques à court terme sans prise de risque. C'est le cas par exemple de l'installation de haies ou bandes enherbées, qui sont des mesures d'adaptation aux contraintes (notamment environnementales) pesant sur les exploitations. Des actions s'intégrant aux modes de production actuels sans les bouleverser : on parle d'actions « adaptatives » ou « incrémentales ». À l'inverse, les actions collectives proposent des transformations plus profondes, des innovations perçues comme impliquant davantage de risque car modifiant les modes de production agricole et/ou les manières de s'organiser entre acteurs. C'est par exemple le cas de la création d'une filière bio à la coopérative, qui n'existe pas actuellement, mais qui permettrait de transformer les conditions de production et de commercialisation du vin biologique, et d'inciter davantage de viticulteurs à s'engager dans des pratiques viticoles sans phytosanitaires. Ces actions s'inscrivent dans des changements structurels, c'est-à-dire visant à modifier l'environnement dans lequel évoluent les acteurs, et à résoudre les contraintes plutôt qu'à s'y adapter.

CONCLUSION

L'analyse devra être enrichie par les résultats de l'expérimentation sur le site des Monts du Lyonnais (en cours). La comparaison entre deux systèmes socio-écologiques différents pourra venir enrichir la réflexion sur les freins et leviers à l'action collective. Mais déjà des enseignements peuvent être tirés. D'abord sur la capacité de ces dispositifs à créer une compréhension commune du territoire entre acteurs locaux. Ensuite sur les difficultés à faire émerger l'action collective là où les systèmes agricoles semblent connaître de nombreuses inerties par l'effet d'un ensemble de « verrouillages socio-techniques » (Guichard *et al.*) qu'il s'agirait de dépasser.

BIBLIOGRAPHIE

- Guichard L., Dedieu F., Jeuffroy M.-H., Meynard J.-M., Reau R., Savini I. (2017), « Le plan Ecophyto de réduction des pesticides en France : décryptage d'un échec et raisons d'espérer », *Cahiers Agricultures*, n°26.
- Marshall, G. (1998), *A dictionary of sociology*, New York: Oxford University Press.
- Reed M.S. (2008), Stakeholder participation for environmental management: a literature review, *Biological Conservation*, 141, 10, 2417-2431, <https://doi.org/10.1016/j.biocon.2008.07.014>.